

Rapport du Président

Commission Permanente du
vendredi 9 septembre 2011

Service instructeur
Délégation à l'Action Territorialisée

N° CP-2011-8-5-1

Service consulté

**CONTRAT DE TERRITOIRE DE VIE DU SUNDGAU 2010 2013
MISE EN OEUVRE D'UNE OPERATION COLLECTIVE DE MODERNISATION DE
L'ARTISANAT, DU COMMERCE ET DES SERVICES A L'ECHELLE DU
TERRITOIRE DU SUNDGAU
1ERE TRANCHE**

Résumé : Le Syndicat Mixte pour le Sundgau souhaite intervenir en faveur de la préservation du tissu économique artisanal et commercial du Sundgau à travers la programmation, en trois tranches, d'une Opération Collective de Modernisation de l'Artisanat, du Commerce et des Services (OCM) à l'échelle du Sundgau.

Eu égard au caractère structurant et à la dimension intercommunautaire de cette OCM à l'échelle du Territoire de Vie du Sundgau, l'Assemblée Départementale a inscrit ce projet d'OCM dans le Contrat de Territoire de Vie du Sundgau 2010-2013, pour une participation départementale à hauteur de 150 000 € pour la partie "aides directes aux entreprises", soit 50 000 € par tranche.

Il est proposé :

- d'approuver la convention de partenariat liée à la 1ère tranche de l'OCM et d'autoriser le Président du Conseil Général à signer cette convention ;
- de confirmer l'engagement financier départemental de 50 000 € pour la partie "aides directes aux entreprises" de la 1ère tranche de cette OCM.

Lors de sa séance budgétaire du 7 décembre 2010, l'Assemblée Départementale a donné délégation à la Commission Permanente (rapport n°CG-2010-4-5-1) pour programmer, au titre de l'exercice 2011, les aides départementales pour les OCM retenues dans le cadre de des Contrats de Territoire de Vie.

1. Rappel du dispositif OCM

L'OCM est un dispositif de l'Etat qui découle du Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce (FISAC). Elle a pour but de consolider, sur un territoire donné, les entreprises commerciales et artisanales par la mise en œuvre coordonnée d'aides indirectes collectives (actions sur l'environnement immédiat, conseil, groupement de commerçants et d'artisans, animation, promotion) et d'aides directes individuelles pour les entreprises (réhabilitation et sécurisation du local d'activité, modernisation de l'outil de travail).

L'OCM est mise en place pour une durée de 1 an renouvelable 2 fois sur la base d'un bilan annuel, soit 3 tranches potentielles.

2. La mise en œuvre d'une OCM à l'échelle du Sundgau

L'artisanat et le commerce représentent un axe fort de l'économie du Sundgau et créent une dynamique importante malgré les pôles concurrentiels environnants (MULHOUSE, BALE et BELFORT) : plus de 1 150 commerçants, artisans et restaurateurs officient sur ce Territoire de Vie.

Une Fédération des Commerçants et Artisans du Sundgau, dénommée « Sund'Go », qui regroupe 8 associations de commerçants et artisans du secteur, a été constituée début 2007 pour impulser des animations commerciales communes à l'échelle du Pays du Sundgau.

Toutefois, aujourd'hui, le tissu commercial et artisanal sundgauvien montre des signes d'essoufflement :

- concurrence des grands pôles commerciaux proches (évasion commerciale),
- problème de transmission et reprise d'entreprises,
- difficultés liées aux besoins d'investissement (mises aux normes et modernisation des outils de production...).

Dans ce contexte, le Syndicat Mixte pour le Sundgau, en partenariat avec la Fédération Sund'go et les 8 Communautés de Communes du Territoire de Vie, souhaite intervenir en faveur de la préservation de ce tissu économique à travers la mise en place d'une OCM.

En outre, une telle démarche lancée à l'échelle du Territoire de Vie du Sundgau est une première en France par sa taille géographique et démographique (112 communes, 8 Communautés de Communes, 68 874 habitants au 1^{er} janvier 2010).

Une étude sur le commerce dans le Sundgau, réalisée en 2007-2008 par le cabinet ISERCO pour l'association du Pays du Sundgau et soutenue par le Département à hauteur de 25%, a démontré l'opportunité de la mise en place d'une OCM sur le Territoire de Vie du Sundgau.

L'OCM du Sundgau est composée de 2 volets :

- un volet concernant les aides directes individuelles pour les entreprises (réhabilitation et sécurisation du local d'activité, modernisation de l'outil de travail).
- un volet concernant la mise en œuvre coordonnée d'aides indirectes collectives (programme d'actions d'animation du commerce et de l'artisanat sur le Territoire de Vie du Sundgau, en lien avec les associations et la fédération des Commerçants et d'Artisans du Territoire).

Un animateur OCM a été spécialement recruté par le Syndicat Mixte pour le Sundgau pour assurer la mise en œuvre et l'animation du programme d'actions de l'OCM du Sundgau.

Le coût total de cette OCM triennale, investissement et fonctionnement, est estimé à 1 100 250 €, dont :

- 894 750 € pour les aides directes aux entreprises,
- 205 500 € pour les actions collectives d'animation commerciale.

Concernant les aides directes aux entreprises, la répartition des financements entre les différents partenaires publics est la suivante pour les trois tranches :

- Etat : 300 000 €
- Région Alsace : 294 750 €
- Département du Haut-Rhin : 150 000 €
- Syndicat Mixte pour le Sundgau : 150 000 €.

3. Participation du Conseil Général à la 1^{ère} tranche de l'OCM du Sundgau

Eu égard au caractère structurant et à la dimension intercommunautaire de cette OCM à l'échelle du Sundgau, ce projet a été inscrit au titre du Contrat de Territoire de Vie du Sundgau 2010-2013 et approuvé par l'Assemblée Départementale lors de la Séance Plénière du 25 juin 2010 pour une participation totale départementale de 150 000 €, soit 50 000 € par tranche, sur la partie « aides directes aux entreprises ».

Le Département n'est pas sollicité pour participer au financement des actions d'animation commerciale (fonctionnement) liées à la 1^{ère} tranche.

Le coût de la 1^{ère} tranche de l'OCM pour la partie « aides directes aux entreprises » est de 298 250 €, répartis de la façon suivante entre les différents partenaires publics :

- Etat : 100 000 €
- Région Alsace : 98 250 €
- **Département du Haut-Rhin : 50 000 €**
- Syndicat Mixte pour le Sundgau : 50 000 €

Une convention de partenariat entre les co-financeurs, portant sur la 1^{ère} tranche de l'OCM, est jointe en annexe du rapport et vous est soumise pour approbation.

A noter qu'au vu des nombreux dossiers déposés par les artisans, commerçants et prestataires de services locaux, la 2nde tranche de l'OCM devrait être engagée avant la fin de l'année 2011. Un bilan de la 1^{ère} tranche et un avenant à la convention initiale seront alors soumis à votre approbation lors d'une prochaine Commission Permanente.

Pour cette 1^{ère} tranche de l'OCM du Sundgau, il vous est ainsi proposé :

- d'approuver la convention de partenariat OCM entre l'Etat, la Région Alsace, le Département du Haut-Rhin et le Syndicat Mixte pour le Sundgau, dont la copie est jointe en annexe du rapport, et d'autoriser le Président du Conseil Général du Haut-Rhin à signer cette convention.
- d'accorder au Syndicat Mixte pour le Sundgau, au travers du Contrat de Territoire de Vie du Sundgau 2010-2013, une subvention d'un montant de 50 000 € pour la 1^{ère} tranche de l'OCM du Sundgau – partie aides directes aux entreprises.
- de prélever la dépense correspondante d'un montant de 50 000 € sur le programme F231, imputation 0-204-71-20414-28221-006 : Développement Local/CTV - Communes et structures intercommunales.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



Charles BUTTNER

Projet

CONVENTION DE PARTENARIAT

Mise en œuvre d'une
Opération Collective de Modernisation (OCM)
de l'Artisanat, du Commerce et des Services
sur le territoire du Syndicat Mixte pour le
Sundgau

Tranche 1



Syndicat Mixte
pour le Sundgau

Vu le règlement (CE) n° 1998/2006 du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité aux aides de minimis ;

Vu le décret n° 2008-1470 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de l'article L. 750-1-1 du code du commerce ;

Vu le décret n° 2008-1475 du 30 décembre 2008 relatif au Fonds d'Intervention pour les services, l'artisanat et le commerce, pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L. 750-1-1 du code du commerce ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2008 pris pour l'application du décret n° 2008-1475 du 30 décembre 2008 ;

Vu la circulaire du 22 juin 2009 relative au Fonds d'Intervention pour les services, l'artisanat et le commerce ;

Vu la délibération du Syndicat Mixte pour le Sundgau datée du 20 septembre 2010 relative à la mise en place d'une Opération Collective de Modernisation de l'Artisanat, du Commerce et des Services sur le territoire du Syndicat Mixte pour le Sundgau ;

Vu la délibération du Syndicat Mixte pour le Sundgau datée du 20 septembre 2010 relative à l'approbation du règlement d'attribution des aides directes dans le cadre de la première tranche de l'Opération Collective de Modernisation ;

Vu la convention d'objectifs et de financement entre le Syndicat Mixte pour le Sundgau et la Fédération des Artisans et Commerçants du Sundgau datée du 3 novembre 2010 définissant les modalités de financement et de mise en œuvre du programme d'animation dans le cadre des 3 tranches de l'Opération Collective de Modernisation,

Vu la décision n° 11-0436 d'attribution de subvention du Fisac du secrétaire d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, des PME, du tourisme, des services, des professions libérales et de la consommation datée du 13 avril 2011 et de la notification en date du 12 mai 2011 ;

Vu la convention signée entre l'Etat et le Syndicat Mixte pour le Sundgau datée du XXXX relative à la mise en œuvre de la 1^{ère} tranche de l'opération collective de modernisation de l'artisanat, du commerce et des services du Sundgau,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional d'Alsace du 13 septembre 2010 relative à la participation régionale à la 1^{ère} tranche de l'OCM portée par le Syndicat Mixte pour le Sundgau,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du Haut-Rhin du 9 septembre 2011 relative à la participation départementale à l'OCM portée par le Syndicat Mixte pour le Sundgau, et le Contrat de Territoire de Vie du Sundgau 2010-2013 signé le 29 juin 2010.

Considérant les difficultés rencontrées par les artisans, commerçants et services de proximité pour maintenir et développer leurs activités en milieu rural ;

Considérant l'impact du développement de ces entreprises sur la situation de l'emploi et plus généralement sur l'aménagement du territoire et le développement économique local ;

Considérant les résultats positifs et rendus de l'étude préalable qui a été menée en 2007 par le Cabinet ISERCO Consultants.

Il est convenu entre :

- **l'Etat** (Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi), représenté par le Préfet de la Région Alsace,
- **la Région Alsace**, dont le siège est Maison de la Région 1, place Adrien Zeller à Strasbourg, représentée par le Président du Conseil Régional, en exercice, ci-après dénommée "**la Région**",
- **le Département du Haut-Rhin**, dont le siège est 100, avenue d'Alsace à Colmar, représenté par le Président du Conseil Général du Haut-Rhin, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 9 septembre 2011, ci-après dénommé "**le Département**",

et :

- **le Syndicat Mixte pour le Sundgau**, dont le siège est Quartier Plessier, 39 avenue du 8^{ème} régiment de Hussards, bâtiment 3 à Altkirch représenté par le Président, en exercice, dûment habilité, ci-après dénommé "**le Syndicat Mixte**"

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre des dispositions du Fonds d'Intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC), le Syndicat Mixte pour le Sundgau s'engage à mener sur l'ensemble de son territoire une opération collective de modernisation de l'artisanat, du commerce et des services (OCM) qui vise notamment, en mobilisant l'ensemble des partenaires concernés, à consolider les entreprises commerciales et artisanales par la mise en œuvre d'aides directes individuelles aux entreprises d'une part, et d'actions collectives d'accompagnement, d'autre part.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de financement et les engagements entre les différents partenaires concernant les actions mises en œuvre dans le cadre de l'OCM.

ARTICLE 2 : ACTIONS MISES EN ŒUVRE

L'OCM permettra de subventionner :

- en investissement : les investissements matériels réalisés par les entreprises artisanales, commerciales et de services du territoire éligibles au dispositif, notamment dans les domaines de la création, reprise, développement et modernisation ;
- en fonctionnement : les actions collectives d'accompagnement recouvrant les opérations d'animation, de communication et de promotion.

ARTICLE 3 : DUREE

Opération pluriannuelle, l'OCM sera mise en œuvre en 3 tranches. La présente convention concerne la première tranche concernant la période 2010 – 2011.

Pour l'ensemble des tranches, l'enveloppe du soutien régional est plafonnée à 300 000 € (animations et investissements).

Les dossiers de demandes d'aides individuelles qui seront présentés par les entreprises à l'avis du comité de pilotage se feront entre septembre 2010 et jusqu'à épuisement des crédits disponibles mentionnés à l'Art. 5.

Les actions collectives actées par l'ensemble des partenaires financiers et détaillées dans la décision du secrétaire d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, des PME, du tourisme et des services datée du 13 avril 2011 susvisée, seront réalisées concomitamment au programme d'aides individuelles aux entreprises.

ARTICLE 4 : les aides directes aux entreprises

4.1 Le montant de la participation

La subvention OCM est égale à 25% maximum des investissements éligibles hors taxes du projet et est établie dans les conditions suivantes :

- l'intervention de l'Etat est basée sur le principe de parité avec les interventions additionnées du Département et du Syndicat Mixte. Le taux d'aide par projet est de 8,4% pour l'Etat, 4,2% pour le Département et 4,2% pour le Syndicat Mixte, dans la limite d'un plafond de 75 000 € HT de dépenses subventionnables ;

Le Département intervient dans le cadre du Contrat de Territoire de Vie du Sundgau 2010-2013, au travers d'une enveloppe totale contractualisée avec le Syndicat Mixte pour le Sundgau et plafonnée à 150 000 € (investissements) pour l'ensemble des tranches et à 50 000 € (investissements) par tranche.

- la Région intervient sur la base d'un taux égal à 8,2% dans la limite d'un plafond de 75 000 € HT de dépenses subventionnables.

En tout état de cause, l'aide publique totale ne pourra dépasser 25% du montant total des investissements éligibles.

Par ailleurs, le seuil minimum des dépenses subventionnables est fixé à 10 000 € HT par projet.

4.2 Le financement de la première tranche

Les investissements éligibles des entreprises à une aide publique dans le cadre de cette première tranche sont évalués à 1 193 000 €, avec un plafonnement à 75 000 € de travaux éligibles par entreprise concernée. L'intervention publique a été fixée à 25% des investissements éligibles, soit 1 193 000 € x 25%. La répartition afférente est donc de 894 750 € de financement de la part des entreprises et de **298 250 € d'aides directes publiques.**

La répartition entre les partenaires publics de l'OCM est la suivante :

* Etat (8,40%) :	100 000 €
* Syndicat Mixte pour le Sundgau (4,20 %)	50 000 €
* Département du Haut-Rhin (4,20%)	50 000 €
* Région Alsace (8,20%) :	<u>98 250 €</u>
<i>Total des aides publiques :</i>	298 250 €

La maîtrise d'ouvrage sera assurée par le Syndicat Mixte pour le Sundgau.

ARTICLE 5 : les actions collectives d'accompagnement

5.1 La contribution financière des partenaires

Par décision secrétaire d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, des PME, du tourisme et des services datée du 13 avril 2011 susvisée, la participation de l'Etat s'élèvera à un forfait de 15 000 € pour le recrutement d'un animateur et à un montant de 12 499 € pour des actions soit 39,85 % des dépenses de fonctionnement subventionnables pour les actions d'animation et de communication.

Par décision du 13 septembre 2010, la participation de la Région* s'élève à 1 674 € au titre de la politique sectorielle « actions collectives » soit 20% des dépenses de fonctionnement subventionnables dans la limite d'une enveloppe globale, pour l'ensemble des actions d'accompagnement qui seront menées dans le cadre de l'OCM.

*cette subvention intervient en complément de l'aide régionale de 13 500 € accordée au titre de la politique régionale en faveur des Pays.

La participation du Syndicat Mixte se monte à 21 774,89 € sur la période 2011/2012 soit 31.56 % du budget total des animations.

La participation de la Fédération des Commerçants se monte à 5 549.79 € sur la période 2011 /2012.

Le porteur du volet animations de l'OCM est le Syndicat Mixte pour le Sundgau.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'INSTRUCTION DES DEMANDES INDIVIDUELLES

Les conditions d'instruction des demandes individuelles sont inscrites dans le Règlement d'attribution des aides directes.

6.1 Conditions d'éligibilité

Les aides concernent les entreprises artisanales, commerciales et de services dont le chiffre d'affaires consolidé annuel est inférieur à 1 000 000 € HT.

Les sociétés doivent être inscrites au Répertoire des Métiers ou au Registre du Commerce et des Sociétés et leurs activités doivent être éligibles aux critères de l'OCM (définis dans le règlement et dans le tableau des conditions d'octroi des aides, annexé, à la présente convention).

Ces entreprises n'occupent pas les lieux à titre précaire et sont à jour de leurs cotisations fiscales et sociales.

L'aide porte sur des dépenses d'investissement liées à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité, sur la rénovation des vitrines et enseignes, sur les équipements destinés à assurer la sécurité des entreprises commerciales, artisanales et de services, ainsi que sur les aménagements destinés à faciliter l'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite.

6.2 Constitution des dossiers de demande

Le dossier de demande de subvention est constitué par les professionnels, avec l'appui des chambres consulaires et du Syndicat Mixte pour le Sundgau.

Lorsque les dossiers sont complets, et en tout état de cause huit jours avant le comité de pilotage, le Syndicat Mixte en transmet un exemplaire au Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE Alsace), et au représentant de la Région Alsace. Une synthèse des dossiers est envoyée aux autres partenaires (membres du comité de pilotage).

Par ailleurs, et afin d'assurer le respect de la règle dite « de minimis », prévue par le règlement n°1998-2006 de la Commission des Communautés Européennes, il appartient au porteur de projet de notifier par écrit lors de la conception de son dossier, l'ensemble des aides qu'il a perçues au cours des trois années précédant sa demande.

6.3 Le comité de pilotage

Il est institué un comité de pilotage chargé de suivre et d'évaluer l'exécution de la présente convention. A ce titre, il est informé, à chaque réunion, du déroulement de l'opération et du niveau d'exécution des actions.

Il se réunit à l'instigation des signataires, autant que de besoin selon les dossiers à examiner, et, au moins deux fois par an. Selon l'objet de la réunion et après accord des membres du comité, il peut associer toute personnalité qualifiée à ses travaux, en particulier des représentants des membres adhérant au dispositif.

Le comité de pilotage formule un avis sur les dossiers de demande d'aide individuelle retenus dans le cadre de l'OCM, à partir de l'analyse économique et de la faisabilité des projets.

A l'issue de chaque réunion, le Syndicat Mixte adressera à l'ensemble des partenaires un compte-rendu de séance détaillant notamment les aides attribuées et le suivi de consommation des crédits.

Il se compose comme suit :

- le Direccte Alsace ou son représentant ;
- le Sous-Préfet ou son représentant ;
- le Président du Conseil Régional ou son représentant ;
- le Président du Conseil Général du Haut-Rhin ou son représentant ;
- Le Président du Syndicat Mixte pour le Sundgau ou son représentant ;
- Le Président de chaque Communauté de communes ou son représentant ;
- le Président de la Chambre de Métiers d'Alsace – section de Mulhouse ou son représentant ;
- le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Sud Alsace Mulhouse ou son représentant ;
- Le Président de la Fédération des artisans et commerçants du Sundgau ou son représentant ;

6.4 Attribution des aides

L'avis formulé par le Comité de pilotage vaut attribution définitive des subventions pour l'Etat, le Département et le Syndicat Mixte.

La décision d'octroi de l'aide régionale fera l'objet d'une délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional, sur présentation de l'avis formulé par le Comité de pilotage et après passage en Commission thématique « Aides aux entreprises ».

Le Syndicat Mixte après avis du Comité de pilotage et décision de la Commission permanente régionale, notifiera aux porteurs de projet le montant de l'aide.

ARTICLE 7 : MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

7.1 Pour les aides directes aux entreprises

Dans le cadre de la simplification des aides, le Syndicat Mixte assure l'instruction et le paiement aux bénéficiaires de l'ensemble des aides publiques.

L'aide est versée par le Syndicat Mixte au prorata des dépenses effectuées. Le montant de l'aide est mandaté sur production des pièces justificatives attestant que l'opération subventionnée a été réalisée conformément à la demande.

Les quotes-parts financières de l'Etat et de la Région seront versées au Syndicat Mixte dans la limite de l'enveloppe prévue à l'article 4 de la présente convention. Le versement se fera au vu d'un état récapitulatif des mandats effectués par le Syndicat Mixte, daté et signé par le Président et contresigné par le comptable du Trésor de la collectivité.

La quote-part financière du Département du Haut-Rhin sera versée au Syndicat Mixte pour le Sundgau dans la limite des enveloppes prévues à l'article 4 de la présente convention et suivant les modalités définies à l'article 5.3 du Contrat de Territoire de Vie du Sundgau 2010-2013 signé le 29 juin 2010 entre le Département et le Syndicat Mixte.

7.2 Pour les actions d'animations

La participation financière de l'Etat sera versée conformément aux dispositions de la convention signée entre l'Etat et le Syndicat Mixte.

L'aide régionale sera directement versée au Syndicat Mixte pour le Sundgau conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional d'Alsace du 13 septembre 2010. Le versement se fera au vu d'un état récapitulatif des mandats effectués par le Syndicat Mixte, daté et signé par le Président et contresigné par le comptable du Trésor de la collectivité.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

Si pour une raison quelconque le Syndicat Mixte pour le Sundgau se trouvait empêché d'exécuter la mission qui lui est confiée, la convention serait résiliée de plein droit.

Le reversement tiendra compte de la valeur d'utilisation et de la consistance des documents établis ainsi que des dépenses engagées par le bénéficiaire.

ARTICLE 9 : PUBLICITE ET COMMUNICATION

Le Syndicat Mixte pour le Sundgau s'engage à citer la participation de l'Etat, de la Région et du Département du Haut-Rhin lors de toute action de promotion ou d'information relative à cette opération.

ARTICLE 10 : EVALUATION

Le Syndicat Mixte pour le Sundgau établira, dans un délai maximum de trois mois suivant l'achèvement de chaque tranche d'OCM, un compte-rendu d'exécution des actions et des financements réalisés. Ce document sera transmis à l'ensemble des partenaires financiers.

ARTICLE 11 : AUTRES DISPOSITIONS

La présente convention est établie en quatre exemplaires originaux, acceptés et signés par les parties intéressées. Un exemplaire sera remis à chaque signataire.

Fait à STRASBOURG le,

Pour le Préfet,
Par délégation, le Directeur régional
des entreprises, de la concurrence, de la
consommation, du travail et de l'emploi

Daniel MATHIEU

Le Président
du Conseil Général du Haut-Rhin

Charles BUTTNER

Le Président
du Conseil Régional d'Alsace

Philippe RICHERT

Le Président
du Syndicat Mixte pour le Sundgau

René DANESI

**ANNEXE A LA CONVENTION DE PARTENARIAT / CONDITIONS D OCTROI DES AIDES INDIVIDUELLES AUX ENTREPRISES
DANS LE CADRE DE L OCM DU TERRITOIRE DU SYNDICAT MIXTE POUR LE SUNDGAU**

TYPE DE PROJET ELIGIBLE	ACTIVITES ELIGIBLES	INVESTISSEMENTS ELIGIBLES
<p>CREATION D'ENTREPRISE</p> <p>REPRISE D'ENTREPRISE</p> <p>DEVELOPPEMENT / MODERNISATION DU LOCAL PROFESSIONNEL</p>	<p>Les entreprises inscrites au RCS ou au Registre des Métiers : artisans, commerçants, services :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réalisant moins de 1 000 000 € de chiffre d'affaires annuel consolidé ; - qui sont en bonne santé financière (résultats d'exploitation et de l'exercice bénéficiaires, CAF positive, fonds propres positifs ; exclusion des entreprises en redressement judiciaire) - qui n'ont pas bénéficié de subvention FISAC depuis les 2 dernières années ; - qui n'ont pas déjà bénéficié pour le présent projet d'une aide au titre des dispositifs régionaux GRACE, GRADIENT ou GRACEA. <p>➤ Restaurants, restauration rapide (si clientèle locale)</p> <p>➤ Les entreprises dont le projet est porté par une SCI à condition que l'objet de cette dernière soit commercial et que répartition identique des parts entre l'entreprise et la SCI</p> <p>➤ Les commerces non sédentaires (à l'exclusion de tout se qui est liée à la restauration rapide)</p> <p><u>AU CAS PAR CAS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Cafés, bar-tabacs, presse ➤ Opticiens si inscrits au RCS et indépendants ➤ Taxis si indépendants et inscrits à la CMA ou au RCS (en développement) 	<p><u>Tous les travaux de rénovation et d'aménagement intérieurs portant sur l'espace de vente clientèle, l'atelier de production pour un artisan, le laboratoire de fabrication des produits,...</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Electricité, carrelage, peinture, sanitaires pour la clientèle, agencement ➤ Travaux d'extension du local professionnel (hors gros œuvre) ➤ Travaux de dissociation des accès logement/magasin (hors gros œuvre) <p><u>La rénovation des vitrines et des façades commerciales</u> Stores, enseignes, éclairage, portes, fenêtres,...</p> <p><u>Les équipements destinés à assurer la sécurité des entreprises</u> : alarmes, grilles, grillage, (murs d'enceinte exclus)</p> <p><u>Les équipements destinés à favoriser l'accès aux personnes handicapées ou à mobilité réduite</u> : rampes d'accès,....</p> <p><u>L'acquisition du matériel de production</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le matériel neuf apportant une réelle plus-value à l'entreprise : accroissement du rendement, accès à de nouveaux marchés, diversification de l'activité. ➤ Le matériel de production <u>d'occasion</u> dans le cas d'une transmission-reprise (acte authentique) <p><u>AU CAS PAR CAS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Véhicules de tournée, de livraison,....
	<p align="center">ACTIVITES INELIGIBLES</p> <p>➤ Les commerces de gros, négoce ou saisonniers</p> <p>➤ Les professions libérales</p> <p>➤ Les professions de santé et paramédicales : pharmacies, opticiens si non indépendants, infirmières, cabinets médicaux.....</p> <p>➤ Les exploitations / activités agricoles agriculteurs, arboriculteurs, viticulteurs</p> <p>➤ Les prestations de services aux entreprises : bureaux d'études, de conseil, organismes de formation</p> <p>➤ Les agences bancaires, d'assurance, immobilières, agences de voyage</p> <p>➤ Les activités liées au tourisme : hôtels, restaurants gastronomiques, hôtels-restaurants accueillant une clientèle touristique</p> <p>➤ Les entreprises de transport, les ambulances</p>	<p align="center">INVESTISSEMENTS INELIGIBLES</p> <p>➤ L'achat du local d'activité, des murs ou des terrains, du fonds de commerce ;</p> <p>➤ L'aménagement des abords extérieurs du local d'activité : parkings, garages, cour, clôtures, VRD, dallage extérieur,....</p> <p>➤ La rénovation de la façade non commerciale du bâtiment, si le local est couplé à une habitation</p> <p>➤ La construction d'un nouveau local d'activité ou la rénovation d'un bâtiment existant pour : le gros œuvre, toiture, charpente, terrassement, dallage ...</p> <p>➤ Le simple renouvellement à l'identique du matériel de production</p> <p>➤ L'équipement en micro-informatique (sauf si outil de production), la télématique, la bureautique, logiciels de gestion et bureautique, site internet, formations</p> <p>➤ Le matériel acquis en crédit-bail</p> <p>➤ Les petites fournitures et consommables</p> <p>➤ Les stocks</p> <p>➤ Les investissements immatériels (étude, formation, ..)</p>

